

Le calendrier parlementaire est passablement chargé. Nous avons des projets de loi extrêmement urgents à adopter avant de considérer quelque instance que ce soit, sur quelque autre motion que ce soit, de sorte que dès que nous aurons disposé de la législation urgente, si nous obtenons un consensus tant au niveau du Sénat que de la Chambre des communes, nous pourrions alors présenter la résolution conjointe appropriée concernant cette importante nomination.

* * *

[Traduction]

LA SÉCURITÉ NATIONALE

L'AFFAIRE D'UN EX-AGENT DE LA GRC

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, je voudrais tirer au clair quelques questions touchant la sécurité qui ont déjà été soulevées à la Chambre auparavant. La première s'adresse au ministre de la Justice en sa qualité de procureur général. Depuis le 23 novembre dernier, date où l'on a annoncé publiquement que l'affaire était entre ses mains, le ministre de la Justice prétend ne rien savoir de l'affaire Long Knife, pseudonyme de l'ex-caporal de la GRC qui a admis dernièrement avoir donné un éventuel agent double canadien à l'Union soviétique, moyennant la somme de \$4,000. Je ne sais pas comment poser cette question plus carrément, plus simplement ou plus directement au ministre. James Morrison va-t-il ou non être inculpé?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Madame le Président, je dois dire au député que je n'ai pas encore reçu le rapport de mes services à ce sujet. Tant que je ne serai pas au courant des détails de cette affaire, je ne pourrai pas rendre une décision.

M. Lawrence: Cette réponse paraît incroyable, mais il faut s'en contenter.

ON DEMANDE LA PUBLICATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES
PRISES PAR GOUZENKO ET EXAMINÉES PAR UNE COMMISSION
D'ENQUÊTE

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au solliciteur général. Voilà plus de 18 mois que les transcriptions de Gouzenko ont été publiées et qu'on nous a promis de constituer une commission d'enquête interne qui ferait son rapport à la Chambre et au ministre pour décider si les pièces justificatives et les transcriptions, documentation vieille de 30 ans que Gouzenko avait prise à l'ambassade de Russie, devront ou non être publiées. Le seront-elles, oui ou non?

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général du Canada): Madame le Président, comme le député l'a dit dans sa question, les transcriptions ont déjà été publiées. On étudie actuellement une série de documents qui revêtent un grand intérêt pour le public et qui ont été produits par divers ministères fédéraux au cours des audiences. Ces documents proviennent de tous les services du gouvernement et non d'un seul. Cette

Questions orales

enquête qui, à mon sens, est très valable et doit faire l'objet d'une attention prioritaire, est actuellement en cours. Lorsque tous ces documents auront été examinés dans le but d'être rassemblés et publiés, la commission d'enquête passera à l'étude des diverses pièces justificatives dont a parlé le député. Nous nous occupons donc de la question.

● (1140)

Si nous avons plus de ressources à notre disposition, les choses iraient plus vite. Mais le travail se fait, et sérieusement. J'espère pouvoir publier très bientôt tous les documents internes produits par les divers ministères au sujet des audiences parce qu'on nous les a demandés à maintes reprises.

* * *

L'INDUSTRIE

L'ACCÈS DES DÉPUTÉS À LA CONFÉRENCE SUR LA TECHNOLOGIE

M. Dan Heap (Spadina): Madame le Président, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je vais poser ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme il le sait, son gouvernement a organisé une conférence appelée «Hi Tech 83» qui commencera lundi prochain et dont le but est d'aider les fabricants canadiens à participer davantage à la défense étrangère et à la technologie de pointe en matière de défense. Le gouvernement a refusé de publier les renseignements qu'avaient demandés les députés et empêché qu'ils assistent à cette conférence. Le ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement fait tant de secret à ce sujet et ce qu'il veut dissimuler?

Mlle MacDonald: Nous sommes à l'époque de l'information.

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, en l'absence de mon collègue, je vais prendre note de la question et j'essaierai de lui fournir une réponse plus tard.

LES EFFORTS POUR FAVORISER LES VENTES D'ARMES

M. Dan Heap (Spadina): Madame le Président, je vais adresser ma question supplémentaire au ministre des Transports qui est premier ministre suppléant. Étant donné que le gouvernement a invité à cette conférence secrète non seulement des représentants des Forces armées des États-Unis, mais aussi des délégués commerciaux du Canada en service dans 60 pays étrangers, y compris le Chili, l'Argentine, la Corée du Sud et les Philippines, soit des pays qui ont des régimes extrêmement répressifs, le ministre peut-il nous dire pourquoi le gouvernement se sert de l'argent des contribuables pour favoriser la vente d'armes à l'étranger et surtout pourquoi il veut promouvoir la vente d'armes hautement perfectionnées à des régimes aussi répressifs que ceux du Chili, de l'Argentine, de la Corée du Sud et des Philippines? Peut-il nous dire en même temps en quoi cette conférence est reliée aux programmes militaires des États-Unis?